

ARRÊTÉ DU MAIRE ANNUEL

N° 26.DST.679

Prolongation du n°26.DST.015

OBJET : Réglementation temporaire de la circulation et du stationnement sur l'ensemble du territoire communal – SAS SPIE CITYNETWORKS – 03/07/2026 au 31/12/2026.

Le Maire de la commune de PERTUIS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code Pénal ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU les différents volumes du guide «Signalisation temporaire : manuel du Chef de chantier » du CEREMA ;

VU la délibération modificative n°26.DST.233 du 24 juin 2026 de la délibération n°19.DST.147 approuvant le règlement général de voirie sur le territoire communal et réglementant l'occupation du domaine public, consultable sur le site internet de la Ville ;

VU la délibération 26.DGS.097 du 28 mars 2026 relative à l'élection du Maire ;

VU la délibération 26.DGS.099 du 28 mars 2026 relative à l'élection des Adjointes ;

VU l'arrêté n°26.DGS.652 du 1^{er} juillet 2026 qui abroge et remplace l'arrêté n°26.DST.520 du 27 mai 2026 donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Patrice CHASSAGNE en matière de travaux, cadre de vie, domaine public, bâtiments municipaux, énergie, parc automobile et Établissements Recevant du Public ;

VU la délibération modificative n°26.DST.051 du 16 février 2026 modifiant la délibération n°25.DFCP.419 du 18/12/2025, fixant les tarifs d'occupation du domaine public pour l'année 2026 ;

ATTENDU que dans le cadre du marché d'entretien, de rénovation et d'extension de l'éclairage public pour le compte de la commune de Pertuis, la **SAS SPIE CITYNETWORKS – 99 avenue Ibrahim Ali – PARC LAVOISIER – 13015 MARSEILLE SIRET N°434 085 395 RCS MARSEILLE (centre des travaux : Impasse Thimonnier, ZAC des Terres du Fort – 84120 PERTUIS)** est appelée à intervenir sur l'ensemble du territoire communal, pour une prolongation jusqu'au 31/12/2026,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles afin que les travaux se déroulent dans de bonnes conditions et éviter tout incident sur la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Suite aux interventions d'entretien, de réparation et d'extension de l'éclairage public situées en bordure des Chemins Ruraux, Voies Communales, rues et places, la circulation routière sera réglementée, selon les besoins, de la façon suivante :

- La vitesse pourra être limitée à 30 Km/h.
- Une demande d'accord par mail doit être soumise au préalable à votre interlocuteur privilégié de la Commune dans les cas suivants :
- selon l'importance ou la nature des travaux, un rétrécissement de chaussée ou un sens unique alterné, commandé par feux tricolores ou par filtrage manuel, pourra être mis en place par l'entreprise
- suivant les mêmes prérogatives, la circulation et le stationnement des véhicules pourront être interdits sur le réseau routier concerné par les interventions, une déviation sera mise en place par l'entreprise

ARTICLE 2 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 3 juillet 2026 et sera permanent jusqu'au 31 décembre 2026.

ARTICLE 3 : Les travaux devront être interrompus le VENDREDI, jour de marché hebdomadaire à l'emplacement de celui-ci, les jours de foire et toutes autres manifestations et ce jusqu'à la fin du nettoyage sur les voies concernées.

ARTICLE 4 : L'entreprise sera porteuse du présent arrêté qui devra être présenté à toute réquisition des services de police ou de gendarmerie et sera affiché à chaque extrémité du chantier par les soins de l'entreprise.

ARTICLE 5 : Durant la même période, sur les voies citées à l'ARTICLE 1, le cheminement des piétons sera assuré par une signalisation conforme aux normes NF indiquant "piétons", qui sera mise en place par les soins et sous la responsabilité de l'entreprise.

ARTICLE 6 : Durant la même période, le stationnement des véhicules sera interdit dans les voies citées à l'ARTICLE 1, au droit des zones concernées par ces travaux. Tout véhicule se trouvant sur les lieux, nonobstant cette interdiction, sera considéré comme maintenu en stationnement gênant, dangereux ou abusif (art. R.417-9, R.417-10-2 et R.417-12 du Code de la Route) et passible d'une mise en fourrière (art. L.325-1 et suivants R.325-1 et suivants du même Code).

ARTICLE 7 : L'entreprise devra se conformer à la signalisation et aux plans de balisage ci-joints. Sa responsabilité sera engagée par l'insuffisance de la signalisation et par les restrictions qu'elle apportera temporairement aux conditions de circulation.

ARTICLE 8 : La remise en état de la chaussée et des accotements est entièrement à la charge de l'entreprise et devra être effectuée sans délai au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

ARTICLE 9 : En cas de nécessité, la Commune se réserve le droit d'interrompre cette opération à tout moment, sans préavis.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. L'entreprise SPIE CITY NETWORKS est responsable de tout incident survenu du fait de ces travaux.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté prolonge l'arrêté 26.DST.015 du 02/01/2026.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

ARTICLE 13 : Le Directeur Général des Services de la Mairie et le Commandant de la Communauté de Brigade Territoriale de Pertuis sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à PERTUIS, le 9 juillet 2026

Pour le Maire et par délégation,
Patrice CHASSAGNE
Adjoint au Maire



Patrice CHASSAGNE
Elu CTM
15 juil. 2026

Affiché le :

15 JUL. 2026